



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1384>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1977 - N° 747 - juin 1977 -

Date de mise en ligne : mercredi 19 mars 2008

Date de parution : juin 1977

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Au colloque organisé par l'Union de l'Europe Occidentale sur la politique européenne des armements, un des participants français a déclaré : « Il faut se rendre à l'évidence, la capacité actuelle des industries européennes d'armement est bien supérieure au marché européen et il est indispensable que cette capacité soit maintenue par des ventes hors d'Europe ».

Un participant italien a souligné que « l'apport des industries de défense à la richesse nationale a contribué de manière non marginale à éviter un grave fléchissement de l'économie de quelques nations après l'augmentation internationale du prix du pétrole ». Autrement dit : Nous on n'a pas de pétrole mais on fait des armes !

Malgré les plans et rataplans du « premier économiste de France », le problème du chômage n'est pas prêt d'être résolu : en effet, selon l'I.N.S.E.E., les effectifs employés dans l'industrie devraient diminuer cette année de 0,5 % et cela malgré une progression prévisible des dépenses d'investissement de 12 % par rapport à 1976.

En attendant des jours meilleurs, le C.N.P.F. lutte G sa fa son contre le chômage : il vient de créer soixante délégués départementaux à l'emploi !

Un récent rapport de l'O.C.D.E. sur « L'insertion des jeunes dans la vie active » nous apprend qu'il y a plus de deux millions de jeunes chômeurs en Europe et montre « qu'il n'est plus possible de se fier aux mécanismes du marché pour assurer aux jeunes une heureuse transition entre  cole et vie active ».

Selon le « Monde de l'Economie » du 15-2-77, 10 % au moins des grands contrats de vente à l'étranger seraient pay s par les contribuables ; cela représente plus de 4 milliards de francs compte non tenu des aides aux ventes d'armes et de navires, de l'exonération de la T.V.A. et des subventions aux exportations agricoles.

Autrement dit, plus nous exportons et plus nous payons...   la place des grandes entreprises.

Toujours les méfaits de l'abondance : si une partie des EtatsUnis a souffert d'une terrible vague de froid, une autre partie a été victime d'une forte sécheresse. Pourtant cela ne trouble guère les fermiers américains, bien au contraire. Ils savent en effet que, même si toute la récolte de blé de 1977 devait être anéantie (ce qui est improbable) il y aurait encore plus de blé qu'il n'en faut, car les disponibilités atteignent le niveau record de 76 millions de tonnes. Quand on sait que la consommation intérieure des Etats-Unis n'est que de 20 millions de tonnes et que les exportations ne pourront guère dépasser 27 millions de tonnes en 1977 parce que, catastrophe, partout dans le monde la récolte a été bonne en 1976, on comprend que les fermiers s'interrogent sur ce qu'ils pourraient faire de la

Au fil des jours

nouvelle récolte. Sa destruction par les intempéries leur épargnerait un surcroît de travail et des frais de moisson et de stockage. Et surtout, cela permettrait de maintenir un prix de vente élevé, évitant ce qu'un journal de Wall Street appelle crûment « la faillite de l'industrie de la famine ».

Toujours aux Etats-Unis, le marché de la viande de boeuf est en crise. Entendez par là que la surproduction continue de déprimer les cours.

Les industriels peuvent, eux, « maîtriser » plus facilement l'abondance en freinant leur production. C'est ainsi que dans son analyse de conjoncture du 30 avril 1977, le C.N.P.F. note que le rythme de production s'est « adapté » à l'évolution de la demande dont la progression a fléchi depuis quelques semaines.

Afin de faire jouer au secteur nationalisé, éventuellement, un rôle de régulateur de l'économie, M. Warin, Conseil en entreprises, propose les mesures suivantes :

En cas de ralentissement sectoriel ou général de la demande, les entreprises nationalisées fabriquant des produits stockables continueraient à tourner normalement pour alimenter des stocks tampons jusqu'à une limite fixée à plusieurs mois de production. L'accroissement des stocks, financés par l'Etat, contribuerait à soutenir la demande et inversement, une plus forte demande tendrait par le remboursement au Trésor des stocks vendus à dégonfler la masse monétaire et à freiner l'inflation.

Au cas où la limite fixée pour les stocks serait atteinte, on pourrait procéder à l'arrêt total de certains centres de production pendant une période donnée, les autres continuant à fonctionner à leur cadence optimale. Le personnel des centres arrêtés serait mis en congé à plein salaire. C'est là, me semble-t-il, des propositions très voisines de celles proposées par l'économie distributive.